



<https://www.ldc-education-aquitaine.fr>

5 décembre et après Imposer le rapport de force !

La bourgeoisie est radicalisée.... Soyons radicaux !

- Après plus de deux mois de mobilisation par des actions directes dans les supermarchés, des manifestations, une lutte très largement partagée par la population en **Martinique**, le pouvoir politique, relai des profiteurs de la grande distribution, n'a répondu que par des mesurette qui sont autant de tromperies et surtout par la répression brutale au prétexte de quelques débordements largement explicables par le mépris du pouvoir.

- En **Kanaky**, l'État a profité du COVID et d'un référendum scélérat pour enclencher un processus visant à rendre minoritaire politiquement dans son propre pays le peuple kanak. Le soulèvement qui s'en est suivi a amené une répression féroce, l'État emprisonnant les porte-parole du collectif kanak ayant organisé la résistance ainsi que des dizaines de kanak à des milliers de kilomètres de chez eux, en France, dans le même temps qu'il tirait à balle réelle et tuait des kanak mobilisés. Jeunes pour la plupart, exclus d'un système colonial qui pille les richesses de leur pays, pays où l'on fait d'eux des étrangers.

- Ici, en métropole, nous nous rappelons qu'il y a 6 ans un grand mouvement de contestation, **les gilets jaunes** contre la vie chère aussi et la captation des décisions et de la richesse par une caste, était brutalement réprimé. Nous nous rappelons aussi qu'en 2023, **la mobilisation en défense du système public de retraites** a montré que la soi disant « réforme » n'avait pour but que d'enrichir une minorité en livrant l'argent des retraites aux fonds de placement privés tout en privant les travailleurs/ses d'un droit acquis par des décennies de luttes, tout comme le droit à l'assurance chômage. Démonstration a été faite à grande échelle de la mort de la « démocratie représentative » avec un parlement ridiculisé ainsi que de la négation du droit de grève, inscrit dans la constitution, avec la réquisition illégale des travailleurs/ses des raffineries ou de la propreté en grève reconductible.

Pourtant de l'argent, il y en a, à milliards, pour la guerre, pour que les prolétaires se massacrent entre eux/elles et pour armer **un génocide**, dans l'indifférence des médias du pouvoir quand ils ne le justifient pas, en **Palestine**.

Solidarité ou nationalisme et racisme, lutte des classes ou barbarie, l'alternative à laquelle nous réduit le capitalisme est encore et toujours la même.

Ces exemples récents, et marquants, de la radicalisation de la classe dominante montrent qu'elle n'accepte plus aucun compromis limitant sa soif de profits. Plus de « carottes » pour apaiser et amadouer une classe des travailleurs/ses de plus en plus exploitée, mais le bâton de la répression policière, judiciaire, de la peur de se retrouver dans la misère, de la peur du chômage et de la précarité... et les bruits de botte du fascisme et de la guerre qui s'amplifient.

Alors il est temps, nous aussi, classe des travailleuses et travailleurs, c'est-à-dire de celles et ceux, avec ou sans emploi stable, souvent chômeurs/ses, souvent précaires, qui doivent vendre leur travail à un patron pour vivre ou survivre, d'être radicaux à notre tour.

Radical, cela veut dire aller à la racine. Et aller à la racine, c'est d'abord nommer correctement les choses. **L'ennemi, ce n'est pas tel ou tel personnage politique, aussi détestable soit-il, l'ennemi se nomme capitalisme.** Système de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'exploitation de la nature, à seule fin d'enrichir toujours les capitalistes. Pas de compromis possible avec ce système qui ne sera jamais ni « à visage humain », ni « vert ».

Notre but à terme est de le renverser, notre but de tous les jours est de nous défendre collectivement contre lui et, pour cela, de prendre clairement conscience de notre appartenance commune aux exploités.

Car le patronat et l'État, eux, ne font pas de distinction entre nous, salariéEs ou chômeurs/ses, français/ses ou étrangerEs, titulaires ou précaires. Ils nous logent à la même enseigne : celle d'une population, une masse, qui doit se tenir sage, travailler pour les profits de quelques uns et se résigner à sa condition en se contentant de consommer si elle le peut. Rouages d'un système qui doit continuer à faire le beurre d'une minorité toujours plus restreinte et qui maltraite, exclut, affame, réprime une partie toujours plus grande de la population.

Le 5 décembre, jour de grève, et après ? ... Comment construire des luttes à la hauteur des enjeux ?

Une seule journée de grève, dans les seuls services publics, cela paraît bien peu face au rouleau compresseur en marche accélérée.

Surtout, comment faire en sorte que cette mobilisation ne concerne pas que les seuls salariéEs de la fonction publique ? Et que cette mobilisation donne l'envie et la possibilité aux autres travailleurs/ses de se mobiliser, et ce dans la durée ?

D'abord en portant **des revendications permettant de nous unifier comme, en priorité, la titularisation de tous/tes les précaires mais aussi des augmentations uniformes de salaire** et non en points d'indice des fonctionnaires qui aggravent les disparités salariales en notre sein. Aussi, bien sûr, **en inscrivant la mobilisation dans la durée, par la reconductible** qui seule permet que la mobilisation se décide et se construise à la base et s'élargisse.

On nous opposera, et c'est un argument de plus en plus juste pour un grand nombre de travailleurs/ses, les difficultés financières et la répression anti syndicale dans les secteurs les plus isolés. Pour contrer cela, nous répondons que c'est à une organisation collective interprofessionnelle à la base qu'il nous faut réfléchir. Une organisation par et pour les travailleurs eux-mêmes qui se pense et agisse en dehors des cadres stériles de la profession et des corporations. Une telle organisation sera à même, par une conscience beaucoup plus approfondie des enjeux et de la lutte, de mener des actions, dont la grève, de nature à créer un véritable rapport de force avec ceux qui nous oppriment. À défaut, commençons par œuvrer, quand nous sommes dans une organisation syndicale, à penser et à agir en interprofessionnel, c'est-à-dire en fonction de notre classe sociale.

Car, soyons convaincuEs d'une chose, seul le rapport de force, sans compromission ni dialogue soi disant « social » avec un pouvoir et un patronat radicalisés, sera à même de les faire plier et d'ouvrir à nouveau des lendemains moins ternes.

LDC Education Aquitaine est un syndicat de l'éducation fondé depuis peu par des syndicalistes qui ont quitté la fédération des syndicats Sud éducation en raison de la bureaucratisation de cette fédération et de l'évolution de ses positions. Son fonctionnement, devenu hiérarchique et centralisé, a rompu avec le principe fédéraliste qui était à la base de sa fondation avec la volonté de construire un syndicalisme interprofessionnel et unifiant précaires et titulaires. Nous sommes regroupés dans une Union au niveau national avec d'autres syndicats LDC ailleurs en France et en Guyane.